

# NAPOLÉON

## RÉPUBLICAIN.

LE PEUPLE EST LE SEUL SOUVERAIN.

Liberté, Égalité, Fraternité.

ABOLITION DE LA PEINE DE MORT.

NOS REPRÉSENTANTS SONT NOS COMMIS.

Bureaux définitifs : rue Montmartre, 70.

ABOLITION DE LA MISÈRE.

S'adresser pour ce qui concerne la rédaction au citoyen MARCEL DESCHAMPS. — S'adresser pour ce qui concerne l'administration au citoyen CAMILLE BARRABÉ.

A partir de dimanche prochain, 25 courant, le journal **NAPOLÉON RÉPUBLICAIN**, ayant en tête le portrait de Napoléon Bonaparte, premier consul de la République, paraîtra tous les soirs avec double feuille, donnant la séance de l'Assemblée nationale et les faits de la Révolution européenne.

## SOMMAIRE :

La guerre civile. — Troubles de Guéret. — Honte ! infamie !  
— Assemblée nationale : Discours de M. le vicomte Victor Hugo. — Mobilisation de la garde bourgeoise sédentaire. — Révolution européenne. — Allemagne. — Correspondance : Lettre sur l'impôt des 45 centimes. — Sentences. — Poésies sur l'Organisation du travail, par le citoyen Brucker.

## LA GUERRE CIVILE.

Ambitieux au petit pied, beaux parleurs, bavards de toutes nuances, subtils idéologues, fabricateurs de constitutions politiques, voilà tout ce que vous savez produire : *la guerre civile* !

Vous aviez promis au peuple français des institutions démocratiques.

Vous aviez promis de garantir l'existence de l'ouvrier par le travail.

Vous aviez encore promis aux citoyens français un travail approprié.

Vous leur aviez offert de leur ancienne république : *la liberté, l'égalité, la fraternité...* MOINS LA MORT.

Vous ne savez leur donner ni fraternité, ni égalité, ni liberté, vous ne savez leur donner *que la mort* !

Soyez voués au mépris, car vous êtes de ceux dont il est dit qu'ils donnent des *pierres* quand on leur demande du *pain*.

Soyez voués à l'infamie, car vous aviez promis le bien-être, et vous n'avez réalisé que la *spoliation* !

Soyez livrés à l'indignation des âmes honnêtes, car vous ne savez plus vous contenter de les faire mourir de misère ; vous cherchez à transformer des frères en ennemis.

Je l'ai dit à une autre époque : des beaux parleurs, des bavards perdent la France ; il faut un homme pour la sauver.

NAPOLÉON.

## TROUBLES DE GUÉRET.

On lit dans un journal du matin :

Vous savez ce qui s'est passé dans la Creuse, l'ancien Limousin, pays de pauvres gens et de pauvres esprits. Les habitants de la campagne ont refusé de payer l'impôt extraordinaire de 45 centimes inventé par M. Garnier-Pagès et M. Duclerc. Les Limousins se sont révoltés et se sont portés en armes sur la ville de Guéret. La garde nationale est sortie pour s'opposer à eux ! Deux coups de

feu ont été tirés par les paysans, et aussitôt un feu de bataillon a renversé morts quatorze des insurgés, en a blessé un grand nombre, et a mis le reste en fuite.

Eh quoi ! la guerre civile, quatorze Français tués en une seconde par des fusils français ; de pauvres ignorants, de pauvres égarés qui, à la face du soleil, se roulent sanglants dans la poussière et meurent en maudissant leurs concitoyens, leurs meurtriers ! C'est un affreux spectacle, c'est une horrible image qui depuis lundi me poursuivent sans cesse.

Et quelle cause à cette tuerie ? pourquoi ce massacre ? Parce que des malheureux ne peuvent pas payer, dans un temps de misère, moitié plus qu'ils ne payaient dans un temps plus heureux.

Ah ! ministres imprévoyants qui, pour fournir à vos prodigalités, avez taxé à si haut prix le droit de vivre dans l'indigence, vous êtes coupables de ce sang au tribunal du peuple.

Craignez que cet exemple funeste ne se propage et que les pauvres ne se fassent décimer plutôt que de payer ; qu'au lieu de l'or que vous demandez, et qu'ils n'ont pas, ils ne vous donnent le reste de leur sang, que la misère a approuvé ; craignez que le vertige du suicide ne s'empare de ces martyrs, et qu'ils ne cherchent le repos que peuvent procurer vos balles républicaines.

N'y avait-il donc pas d'autres moyens pour ramener à la raison ces pauvres gens, fous de misère et de désespoir ? n'y a-t-il personne à qui ils se fient ? Les prêtres, les sœurs de charité, les médecins, les instituteurs des campagnes, les femmes à bonnes œuvres, ne devaient-ils pas se jeter à la rencontre de paysans révoltés ? Les paroles douces, les prières, les bonnes raisons ne sont-elles pas plus persuasives que les canons et les fusils ?

Oh ! charlatans, vous parlez de liberté, de fraternité, et, quand vos frères malheureux se trompent, vous ne savez que les tuer ou les emprisonner !

## HONTE ! INFAMIE !!!

On lit dans tous les journaux que le philippiste Genot aîné, ex-commissaire central de Rouen, vient d'être arrêté sous l'inculpation d'avoir soudoyé des forçats pour construire des barricades et faire tomber la population dans le piège de la guerre civile, qui a ensanglanté cette malheureuse cité.

## ASSEMBLÉE NATIONALE.

DISCOURS DE VICTOR HUGO.

Nous reproduisons le beau, le très beau, le très habile discours du citoyen vicomte Victor Hugo, ex-pair de France, qui place dextrement le doigt sur la plaie sociale ; mais, à l'exemple du citoyen Pierre Leroux, se garde bien d'indiquer le remède qui arrivera probablement quand le peuple se sera fait son propre médecin.

Voici le texte du discours de M. le vicomte Hugo :

M. VICTOR HUGO. Dans un moment où *tout peut être changé* je rougirais si je pouvais apporter un embarras à mon pays. J'aurais honte, s'il pouvait entrer dans ma pensée, de troubler, par des chicanes, l'établissement de cette nouvelle forme sociale que nous espérons voir grandir dans l'avenir.

La question des ateliers nationaux a déjà été traitée devant vous avec une remarquable appréciation. Dans mon opinion, la création des ateliers nationaux a pu être, a été nécessaire. Mais je suis obligé de convenir qu'on n'a pas tiré bon parti de cette nécessité. Ce qui frappe tout le monde, c'est une énorme force dépensée en pure perte. Je sais bien que M. le ministre a l'intention de prendre des mesures ; mais notre devoir est de remonter aux faits, dont l'étude peut nous fournir le moyen de donner des conseils. En quatre mois qu'ont produit les ateliers nationaux ? Rien. Il y avait pourtant moyen d'agir autrement. D'un côté une quantité immense de travailleurs, de l'autre une quantité immense de travaux ; et, qu'en est-il résulté ? RIEN.

Je ne suis pas de ceux qui disent que les ateliers nationaux sont une institution désastreuse, qui ont abâtardi le courage des travailleurs, que vous avez accoutumé à supporter l'avilissement, que la monarchie avait des *oisifs*, mais que la République aura des *fainéants*. Non ! le glorieux peuple de juillet et de février ne s'abâtardira pas. Cela est possible en Italie, en Turquie : jamais Paris ne copiera Naples, Constantinople. Jamais on ne parviendra à faire, de nos ouvriers qui raisonnent, qui parlent et qui écoutent, des lazzaroni en temps de paix et des janissaires en temps de guerre. (Très bien.)

Je jour où je croirai devoir accuser j'accuserai, je n'insinuerai pas. Non, je ne puis croire que cette pensée monstrueuse ait pu germer dans la tête de qui que ce soit, de créer avec les éléments de notre classe ouvrière des *prétoriens* pour l'émeute. (Très bien !)

Cette pensée, personne ne l'a eue, cette pensée serait un crime de lèse-majesté populaire. Malheur à celui qui tenterait de la mettre à exécution ! car le peuple, qui a de l'esprit, se lèverait comme un seul homme contre ses flatteurs ; et il serait terrible.

Mais si les ateliers nationaux, tels qu'ils sont constitués, se continuaient, ils pourraient altérer le caractère de l'ouvrier parisien : je veux, moi, que cette noble race conserve son caractère généreux et chevaleresque. Paris est la capitale actuelle du monde civilisé : sa fonction dominante, son privilège, c'est d'établir de grandes choses : 89, 93, 1830, février 48. Qui a fait ces grandes choses ? Les penseurs de Paris qui les ont raisonnées, et les ouvriers de Paris qui les ont exécutées.

Voilà pourquoi le peuple de Paris reste comme il est.

J'écarte donc de lui tout ce qui peut le corrompre. Il est nécessaire que les ateliers nationaux se



transforment le plus tôt possible d'une institution dangereuse en une institution utile. Il importe que les mesures annoncées soient le plus vite accomplies. Que demain, il nous soit annoncé que les mesures sont en pleine exécution et mes critiques cessent; mais ne croyez-vous pas qu'il faille stimuler le gouvernement quand les forces de la France s'épuisent.

Permettez-moi d'adresser du haut de cette tribune quelques paroles à cette classe de penseurs austères et convaincus, qu'on appelle les socialistes (Mouvement d'attention.) et de jeter avec eux un coup d'œil rapide sur le fond réel de la situation actuelle. La grande question fondamentale n'est pas dans un mot, mais dans un fait. On aurait tort de la chercher dans le mot *République*; elle est dans le fait *démocratie*. C'est pour cela qu'on a eu raison de dire que ce qui se dresse aujourd'hui devant nous, ce n'est pas une question *politique*, mais une question *sociale*. La question est dans la détresse des campagnes qui manquent de bras, et des villes qui en ont trop. La question est dans ceux qui souffrent, qui ont faim et qui ont froid.

J'entendais l'autre jour la parole élevée d'un de ces socialistes auxquels je m'adresse, et je leur répondrai: Ne croyez-vous pas que ces douleurs ne nous touchent pas le cœur autant que vous! Oh! pouvons-nous, sans en être navrés, voir ces malheureux, que la société a, pour ainsi dire, jusqu'ici repoussés de son sein, chercher à obtenir un rayon de soleil! On a fait monter la misère: qu'est-il résulté de là? Une situation sombre, où tout ce qui n'est pas en péril est en question. Mais ce qui ajoute encore à mon inexprimable douleur, c'est que d'autres profitent de nos calamités. Londres est dans la joie, dans les fêtes; le commerce y a triplé; le luxe, la richesse s'y sont réfugiés. Oh! ceux qui poussent au désordre, qui font fuir les capitaux, je puis bien croire que ce sont de mauvais logiciens; mais je ne puis penser que ce sont de mauvais Français!

Je leur crie: En agitant les masses, vous augmentez la prépondérance de l'Angleterre (Oui!). Ah! certes, les misères du peuple nous touchent, mais les misères de la France nous touchent aussi: nous avons de la sympathie pour les familles prolétaires, mais nous n'avons pas un amour moins grand pour la patrie, pour notre France sacrée, qui perdrait sa grandeur aux yeux de l'univers (Très bien!).

Le moyen de remédier à tout cela, c'est le calme, l'union, la bonne volonté. Il ne faut pas une agonie trop longue. Depuis quand la misère du riche fait-elle la richesse du pauvre? Dans cette extrémité, je m'adresse du plus profond de mon cœur aux penseurs démocrates, aux socialistes. Vous voulez comme nous le bien de la France; eh bien! aidez-nous, n'irritez pas une misère contre une misère, n'ameutez pas un désespoir contre un désespoir. (Très-bien.)

Deux mondes rugissent derrière nous: la guerre civile, et la guerre *servile*, c'est-à-dire, le lion et le tigre; au nom de Dieu, ne les déchaînez pas! Nous admettons avec vous les instincts nouveaux de l'humanité, admettez avec nous les nécessités du moment. (Mouvement.) Je dis à ces penseurs: puisque vous avez le bonheur d'être aimés du peuple, dites-lui de ne pas se hâter vers la colère, de revenir aux idées de travail et de paix; car l'avenir est pour le peuple, il ne faut qu'un peu de patience; et il serait horrible que la France, ce grand navire des actions, sombrât devant ce port dont nous apercevons les lumières. (Très bien.)

MOBILISATION DE LA GARDE BOURGEOISE SÉDENTAIRE.

Cette brave garde bourgeoise, qui a déjà plusieurs fois sauvé la France des *barbares* de l'intérieur (comme les appelle le *Journal des Débats*), va avoir enfin l'occasion de déployer son ardeur belliqueuse contre les barbares de l'extérieur, que l'empereur des *Cosaques* s'appête, dit-on, à faire marcher sur Vienne et sur Paris.

N'y aurait-il pas aussi là-dessous un moyen de se débarrasser des braves ouvriers des ateliers nationaux, que l'on va jeter sur le pavé? Ce qui le ferait soupçonner, c'est qu'on ne parle plus d'abandonner immédiatement le *remplacement* militaire. Cela expliquerait pourquoi M. le Vicomte Hugo n'a pro-

posé aucun remède à la misère sociale dans le remarquable discours que nous reproduisons ci-dessus. Il y aurait entente *cordiale* entre le noble vicomte et la commission exécutive.

On lit dans les journaux du matin:

« Les représentants ont examiné aujourd'hui dans les bureaux le projet de décret relatif à la mobilisation de 300 bataillons de la garde nationale sédentaire, et la demande de crédit de 9,600,000 francs pour la garde mobile.

« Après une discussion à laquelle ont pris part les généraux Subervic, Lafontaine et Lebreton, les commissaires nommés pour le projet de décret du crédit de 9,600,000 francs sont les suivants: MM. Trédern, Creton, Donezel, Rondeau, Leremboure, d'Adelsward, le général Subervic, Besamont, Perrée (Louis), Buchez, Bérard, Drouin de Lhuys, Favart, le colonel Ambert.

« Les commissaires nommés pour le projet de mobilisation de 300 bataillons sont MM. le général Bedeau, Foy, Picard, Vivien, Comandre, de Rancé, Béranger, de Ludre, Menaud, Crépu, Frichon, Gouttat, Philibert, le général Lamoricière.

« Le quinzième bureau nommera son commissaire demain. »

CORRESPONDANCE.

Les malheurs qu'a provoqués l'application du décret spoliateur des 45 centimes additionnels, dont nous ont dotés les républicains du *tendemain*, ont suggéré à Barbès l'idée de faire une adresse au gouvernement, dans laquelle il faisait envisager les conséquences terribles de ce décret, et en demandait le rapport immédiat.

Nous reproduisons avec empressement la lettre suivante, relative à l'adresse du citoyen Barbès: 18 juin 1848.

« Citoyen rédacteur,

« Lorsque le mardi, 4 avril dernier, le Club de la Révolution, pénétré des malheurs incalculables qui devaient résulter de l'impôt des 45 centimes, décrété le 16 mars précédent, adopta, sur la proposition de l'un de ses membres, un adresse au gouvernement provisoire, pour lui faire envisager les désastreuses conséquences de ce décret, et lui en demander le rapport, le bureau du Club de la Révolution fut chargé d'aller le lendemain mercredi présenter cette adresse au Luxembourg, où siégeait le gouvernement.

« A l'exposé des motifs de l'adresse, par notre ami A. Barbès, et à la lecture qu'en donna au gouvernement le citoyen Thoré, M. Garnier-Pagès, ministre des finances, répondit, entre autres choses: « Que le ministère des finances s'occupait activement d'un système général d'impôt progressif, afin d'atteindre surtout les hautes fortunes, qui ne s'empressent pas de suivre les nobles exemples du peuple en contribuant, selon leurs moyens, à aider la patrie dans les graves circonstances où elle se trouve. »

« Qu'en effet, la nouvelle république populaire entendait le système des impôts tout au rebours du gouvernement monarchique; que les charges publiques devaient être supportées par les privilégiés, et que le peuple travailleur en serait libéré complètement.

« Que les délégués du Club de la Révolution pouvaient transmettre au peuple ces loyales assurances, et compter sur l'absolu dévouement du gouvernement provisoire à la révolution.

« Le lendemain paraissait un décret interprétatif et limitatif du décret du 16 mars.

« Les déplorables événements qui éclatèrent sur plusieurs points de la France prouvent que le mal causé par le décret du 16 mars avait poussé de trop profondes racines pour qu'un simple palliatif fût suffisant.

« Je demanderai à M. Duclerc si, depuis qu'il a remplacé M. Garnier-Pagès aux finances, il a donné suite au *ravai général sur l'impôt progressif*, dont ce dernier s'occupait le 5 avril, suivant qu'il a été déclaré à la députation du Club de la Révolution.

« Le sang coule; il est temps d'alléger les charges que supporte le peuple travailleur pour les faire peser sur le superflu!

« Salut et fraternité. Un membre du Club de la Révolution.

Il est triste de voir des hommes parvenus tant bien que mal à de certaines hauteurs, disparaître tout à coup au-dessous des gouvernements qui tombent.

Ceux qui se figurent d'une manière quelconque la tournure des principes que ces Messieurs représentent, sont instamment priés d'en faire part à leurs amis et connaissances.

La Nation française leur sert de cuir pour donner le fil au tranchant de leur rasoir.

Après avoir passé par les mains de ces Mes-

sieurs, la République aura besoin d'un fameux savon.

Nous ne sommes pas si délicats que Louis XI qui n'aurait pas pris de barbier parmi les écorcheurs.

La comparaison excuse les regrets.

Pour élever de pareils eunuques aux fonctions de porte-drapeaux de la Patrie, il faudrait avoir le fanatisme du néant.

L'ORGANISATION DU TRAVAIL.

(A BÉRANGER).

Compelle intrare. St-Luc, XIV, 25.

« Vous qui tenez aujourd'hui sur les flots  
« Le gouvernail du destin populaire,  
« Prêtez l'oreille au cri des matelots,  
« Prêts à braver les vents et leur colère!  
« Vers l'avenir cinglons avec orgueil,  
« Nos bras sont faits aux travaux les plus rudes,  
« Ne faut-il voir qu'un éternel écueil  
« Dans l'Océan de vos incertitudes? »

« Ainsi la foule, aux savants de nos jours,  
« D'un œuvre immense imposait le problème;  
« Et des savants, les fronts rêveurs et lourds  
« Semblaient couverts comme le ciel lui-même.  
« De droite à gauche, avec force faux-pas,  
« Comme la barque, ils perdaient l'équilibre.  
« L'ordre apparut et leur tendit les bras.  
« — Non, dirent-ils, l'âme a soif d'être libre. »

« Vous savez bien, ajoutaient-ils, d'ailleurs,  
« Que nul ne peut, comme aux jours d'esclavage,  
« Nous rendre un frein qui répugne à nos mœurs.  
« L'obéissance est la loi d'un autre âge.  
« Tout en cherchant d'un œil rempli d'effroi  
« Le roc où l'ancre en tombant pourrait mordre,  
« La liberté leur dit: — Venez à moi?  
« — Non, dirent-ils, le travail est de l'ordre. »

« Quoi! tour à tour, dit la foule aux docteurs,  
« L'ordre est suspect, la Liberté maudite!  
« Oui, dirent-ils, entre ces Dieux menteurs,  
« La paix nous semble ici-bas interdite.  
« L'homme, en rêvant, croit unir leurs concerts;  
« Mais, quand le jour vient dissiper les ombres,  
« L'ordre à ses mains n'apporte que des fers,  
« La Liberté le condamne aux décombres. »

La foudre alors (mais ce sont des chrétiens  
« Qui font courir ces bruits à nos oreilles)  
« Brisant du coup leur voile et ses soutiens,  
« Du saint Royaume éclaira les merveilles.  
« Sur les faux-dieux par sa croix abattus  
« Livrant son cœur au fer des sacrifices,  
« Le Christ offrait aux savants ses vertus!  
« — Non! dirent-ils, nous aimons mieux nos vices. »

Sur la plectsire où doit mourir le Temps,  
« Les yeux navrés des femmes qui sont mères  
« Pleuraient le sort de leurs pauvres enfants,  
« Emus entr'eux de ces larmes amères.  
« Le vent des nuits sur les flots va mugir,  
« Nos firmaments ont vu mourir l'aurore.  
« Les travailleurs criaient: — Il faut agir!  
« — Non, dit le maître, étudions encore. »

Des cris de rage ont fait frémir les airs!  
« On nous trompait; nos yeux ont vu l'abîme;  
« L'orgueil ne tient que la clé des enfers  
« Et l'erreur cesse où commence le crime.  
« Que l'écolier dont les maîtres sont fous  
« Ose à la fin dire à de pareils maîtres:  
« Si vous savez, pourquoi donc tardez-vous?  
« Si vous tardez, que savez-vous donc, traîtres? »

Le fils de Dieu prend la rame, et nous dit:  
« Sans chasteté, mes amis, point de frères!  
« Chez les impurs, le travail est maudit;  
« Selon vos mœurs, vos destins sont contraires:  
« C'est votre foi qui change votre sort!  
« A mon amour qu'un triple vœu réponde.  
« L'odeur de Dieu n'est qu'une odeur de mort  
« Pour l'âme ouverte aux voluptés du monde.

Dans l'âme ouverte aux grâces du Seigneur,  
« Le bon vouloir sort d'étoile polaire;  
« Un chaste amour féconde son bonheur,  
« Et se main pauvre enseme la terre.  
« Venez donc vivre à l'abri d'un ciel pur,  
« Au gré des lois que l'enfer seul méprise;  
« Dieu vous a mis lui-même au pied du mur,  
« Dieu vous contraint d'entrer dans son Eglise! »

RAYMOND BRUCKER.

La commission des détenus politiques fait une nouvelle convocation pour dimanche prochain à la salle de la rue Albouy, 15, à onze heures du matin.

Le Directeur-Gérant, MARCEL-CAMILLE.

Imprimerie de BUREAU et Comp., rue Coquillière, 22.